



RENDU EXECUTOIRE LE

**~ 8 FEV. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 23/01/2023

Reçu en préfecture le 23/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230119-23\_A\_ESE\_0001-AR

**S<sup>2</sup>LO**

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0001**

**en date du 19 JAN. 2023**

**modifiant l'arrêté 2022-ADGAS-DEF-ESE-0067 du  
14 décembre 2022 fixant la dotation 2022 pour  
l'application**

**des revalorisations salariales dites  
« mesures CASTEX » et du coût de l'inflation dans  
les établissements gérés par l'ADSEA 86**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

**VU** le décret 2010-214 du 02/03/10 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la PJJ ;

**VU** l'arrêté n°91 ASS/EE-194 du 18 juin 1991 portant création des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut ;

**VU** l'arrêté conjoint de la Préfète de la Vienne et du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 22 décembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut et l'arrêté modificatif du 01 mars 2017;

**VU** l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0067 du 14 décembre 2022 fixant la dotation 2022 pour l'application des revalorisations salariales dites « mesures CASTEX » et du coût de l'inflation dans les établissements gérés par l'ADSEA 86 ;

**CONSIDERANT** que la répartition des crédits alloués dans l'article 2 de l'arrêté nommé ci-dessus présente des erreurs et modifie ainsi le montant à verser déterminé dans l'article 3 du même arrêté ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0067 du 14 décembre 2022 sus-visé est ainsi modifié :

« Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée à l'association ADSEA pour un montant de 329 649 € correspondant à 97,87 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels.

Ce montant s'établit de la façon suivante pour les établissements et services concernés :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Dotation Loi CASTEX 2022
775716137 ADSEA	INTERNAT	85 453 €
	APMN Classique	16 666 €
	APMN MNA	7 992 €
	CEFORD	29 172 €
	DAMIE	22 405 €
	SAMNA	49 574 €
	SIJM	21 387 €
	PREV. POITIERS	37 759 €
	PREV. CHATELLERAULT	25 426 €
	SIEMO	29 230 €
	PREVENTION SPECIALISEE	4 584 €
	<b>TOTAL</b>	<b>329 649 €</b>

»

**ARTICLE 2 :** La dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 relative à l'inflation et la dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 relative aux mesures salariales s'élèvent à un montant total de 361 109 €.

Le montant versé en décembre étant de 325 065 €, la différence soit de 4 584 € sera versée, en une seule fois 2023.

**ARTICLE 3 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 23/01/2023

Reçu en préfecture le 23/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230119-23\_A\_ESE\_0001-AR



**ARTICLE 4:** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le 19 JAN. 2023

**Le Président  
du Conseil Départemental de la Vienne,**

A blue ink signature of Alain Pichon is written over a horizontal line. The signature is stylized, with the first letter 'A' being large and looping.

**Alain PICHON.**

Envoyé en préfecture le 23/01/2023

Reçu en préfecture le 23/01/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230119-23\_A\_ESE\_0001-AR